

FICHE DE RENSEIGNEMENTS – CANDIDAT LOCATAIRE

ADRESSE DU BIEN


DATE ENTREE SOUHAITEE MONTANT DU LOYER CHARGES

IDENTITE ⁽¹⁾	Locataire 1	Locataire 2
Nom
Prénom
Date de naissance
Lieu de naissance
Nationalité

DOMICILE ACTUEL ⁽¹⁾	Locataire 1	Locataire 2
Adresse
Code Postal + Ville
Téléphone fixe
Téléphone portable
Email

SITUATION DE FAMILLE ⁽¹⁾	Locataire 1	Locataire 2
Célibataire – Marié(e) – Séparé(e) – Veuf(ve) – Concubin(e) – Pacsé(e) – Divorcé(e)
Nombre d'enfant(s) à charge
Age des enfants
N° d'allocataire permettant le versement des aides au logement
Nombre total de personnes qui habiteront les lieux loués

SITUATION PROFESSIONNELLE ⁽¹⁾	Locataire 1	Locataire 2
Profession
Employeur (nom, adresse, téléphone)
Date d'embauche
Type de contrat (durée indéterminée durée déterminée, interim ...)

TOURNEZ SVP  **PARAPHER**

(1) A préciser pour chacun.

RESSOURCES ⁽¹⁾	Locataire 1	Locataire 2
Salaire mensuel net
Allocations familiales mensuelles
Autres revenus mensuels
REVENU GLOBAL MENSUEL NET

LOCATION (OBJET – CONDITIONS)

.....

PIECES A FOURNIR - JUSTIFICATIFS

- Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire :
 - Carte nationale d'identité française ou étrangère
 - Passeport français ou étranger
 - Permis de conduire français ou étranger.
- Une pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :
 - Trois dernières quittances de loyer** ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.
 - Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.
 - Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.
 - Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.
- Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :
 - Contrat de travail** ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.
 - Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
 - Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
 - Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
 - Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
 - Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.
 - Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.
- Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :
 - Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition** et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
 - Trois derniers bulletins de salaires.**
 - Justificatif de versement des indemnités de stage.
 - Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
 - Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
 - Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.
 - Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.
 - Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
 - Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DU CANDIDAT LOCATAIRE

Vos données personnelles recueillies font l'objet d'un traitement nécessaire à l'examen de votre candidature et à vérifier votre solvabilité. Elles sont susceptibles d'être utilisées dans le cadre de l'application de réglementations comme celle relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Vos données personnelles sont conservées :

- si votre candidature est retenue, pendant toute la durée de l'exécution du contrat de location qui sera conclu, augmentée des délais légaux de prescription applicable ;
- si votre candidature n'est pas retenue, pendant un délai de trois mois.

Elles sont destinées au bailleur du bien sur lequel votre candidature est déposée et au service gérance. Le responsable du traitement des données personnelles est Madame Caroline PILLET.

Conformément à la loi informatique et libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition et de portabilité de vos données en vous adressant à Générale Immobilière 25 rue Jean Pierre Veyrat – 73000 CHAMBERY. Vous pouvez porter toute réclamation devant la Cnil (www.cnil.fr).

Dans le cas où des coordonnées téléphoniques ont été recueillies, vous êtes informé(e)s de la faculté de vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique prévue en faveur des consommateurs (article L. 223-1 du code de la consommation).

Fait à

le

« Certifié exact » + signature

« Certifié exact » + signature